



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS  
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES  
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

COMMUNE  
D'OUSSOUYE

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



**Grant Thornton**

**Grant Thornton**  
2 place de l'indépendance  
Immeuble SDIH  
2e, 3e et 4e étage  
BP 7642 - Dakar  
T 00 221 33 889 70 70  
F 00 221 33 821 10 70  
[grantthornton@sn.gt.com](mailto:grantthornton@sn.gt.com)

[www.grantthornton.sn](http://www.grantthornton.sn)

**SIGLES ET ACRONYMES**

<b>AC</b>	:	Autorité contractante
<b>ARMP</b>	:	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>AGPM</b>	:	Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>	:	Appel d’Offres Ouvert
<b>AOR</b>	:	Appel d’Offres Restreint
<b>CM</b>	:	Commission des Marchés
<b>CO</b>	:	Commune d’ OUSSOUYE
<b>CCAG</b>	:	Cahier des Clauses Administratives Générales
<b>ACP</b>	:	Agent Comptable Particulier
<b>CMP</b>	:	Code des Marchés Publics
<b>CPM</b>	:	Cellule de Passation des Marchés
<b>CRD</b>	:	Comité de Règlement des Différends
<b>DAO</b>	:	Dossier d’Appel d’Offres
<b>DCMP</b>	:	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DRP</b>	:	Demande de Renseignement et de Prix
<b>MEF</b>	:	Ministère de l’Economie et des Finances
<b>PV</b>	:	Procès- verbal
<b>PPM</b>	:	Plan de Passation des Marchés
<b>PI</b>	:	Prestations intellectuelles
<b>TDR</b>	:	Termes de référence
<b>UEMOA</b>	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>N/A</b>	:	Non applicable

Dakar, le 15 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics  
Dakar**

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**Monsieur le Directeur Général,**

**OBJET : Rapport définitif sur la Commune d' OUSSOUYE  
Revue des marchés conclus par les AC en 2012**

En exécution de la mission que l' ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l' honneur de vous soumettre, conformément aux termes de référence, notre rapport définitif concernant la Commune d' OUSSOUYE. Ce rapport tient compte des observations envoyées par courrier N°2014-22 MCO du 20 juin 2014 par ladite autorité contractante à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat signé entre l' Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d' exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des obligations de l' Administration, le Décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d' application.

C' est ainsi qu' au terme de nos diligences réalisées selon l' approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

**SYNTHESE DE NOS TRAVAUX AU PLAN GENERAL**

Au cours de la gestion 2012, **la Commune d' Oussouye** a conclu cinq (05) marchés par la seule procédure de DRP, selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur tous les marchés conclus, soit 100% en valeur et en volume.

Toutefois le Plan de Passation des Marchés 2012 avait prévu 13 marchés dont 2 par la procédure d' AOO et 11 par celle de DRP.

Pour des raisons liées au non versement des fonds de contrepartie et au retard apporté à la mise en œuvre de la convention de massification signée avec le PNDL/CO, seuls les 5 marchés, objet de notre revue, ont été conclus. L' échantillon peut être présenté comme suit :

Mode de passation	2012			
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
DRP	5	20 684 130	5	20 684 130
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>20 684 130</b>	<b>5</b>	<b>20 684 130</b>
<b>Taux de couverture</b>			<b>100%</b>	<b>100%</b>

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

- ❖ La publication tardive de l' Avis Général de Passation des Marchés (AGPM), intervenue seulement le 29 octobre 2012 en violation des dispositions de l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes dont le budget est inférieur à 300 millions de FCFA, lequel article stipule que la date limite de publication de L' AGPM est fixée au 30 avril de chaque année ;
- ❖ la nomination des membres de la Commission des Marchés intervenue le 15 Mars 2012 au lieu du 05 Janvier 2012 au plus tard, en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre 2007 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes qui stipule que : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 35, alinéa 1 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des Marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. »
- ❖ Les marchés de fourniture ou service dont les montants sont supérieurs au seuil de 3 000 000 F CFA n' ont pas fait l' objet d' enregistrement en violation des dispositions de l'article 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ Les lettres d' invitation à prendre part aux DRP ne mentionnent pas la faculté pour les candidats qui ont soumis des offres d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et qui signeront un registre attestant de leur présence en violation de l' article 67 alinéa 3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- ❖ Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ Le dispositif d' archivage et de classement mis en place par la CO pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l' ensemble des documents requis pour les marchés.

#### CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Notre revue a porté sur l' ensemble des marchés passés par la procédure spécifique de demande de renseignements de prix. Ils sont listés ci-après :

- **DRP N° 04/CO -FOURNITURE DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU**, pour un montant de F CFA 3 687 200.

Pour ces marchés, nous avons constaté qu' en plus des constats d' ordre général, nous avons relevé que le titulaire de ce marché ne dispose pas d'un NINEA et par conséquent n'est pas admissible aux marchés publics et ce, en violation des dispositions des articles 43.f et 78 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011.

- **DRP -FOURNITURE DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU**, pour un montant de F CFA 2 197 000.
- **DRP -LOTISSEMENT DE BUWENTEN**, pour un montant de F CFA 4 300 000.
- **FOURNITURE DE MATERIELS DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTION**, pour un montant de F CFA 3 000 000.

Pour ces marchés précités, hormis les constats d'ordre général afférents principalement au défaut d'information aux soumissionnaires non retenus, à l'absence de publication des attributions, nous n'avons pas noté d'anomalies spécifiques.

- **DRP -FOURNITURE DE BUREAU, FOURNITURES SCOLAIRES ET D'AUTRES FOURNITURES**, pour un montant de F CFA 7 499 930.

En sus des constats généraux, nous avons noté que les deux (02) Groupements d'Intérêt économique (GIE) attributaires de ce marché sont gérés par la même personne qui a soumis deux offres différentes avec une même boîte postale, en violation des principes fondamentaux applicables aux achats publics mentionnés à l'article 24 nouveau de la Loi N° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi 65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration et de l'article 11-2 du Code des Marchés publics, c'est à dire le non-respect du principe d'égalité de traitement des candidats et celui de la transparence de la procédure.

#### CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous n'avons pas pu procéder à l'audit physique des marchés de DRP examinés, constitués essentiellement de consommables. Du fait d'une comptabilité des matières irrégulièrement tenue, nous n'avons pas pu assurer leur traçabilité.

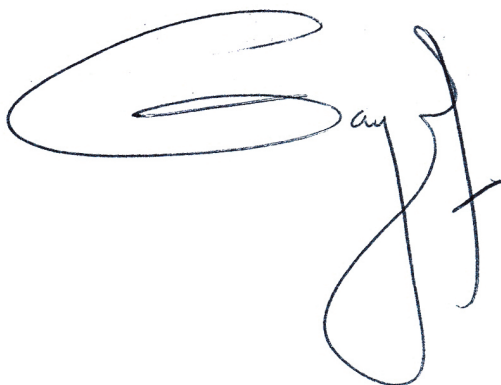
#### SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Au terme de nos travaux, il en ressort que deux (02) des cinq (05) DRP examinées ne sont pas conformes pour non respect du principe de transparence. Les trois autres sont conformes même si des non conformités mineures ont été relevées notamment le défaut d'enregistrement des marchés, l'absence de publication des attributions et la non information aux soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

Concernant l'exécution physique nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer compte tenu des faiblesses relevées sur la comptabilité des matières quant à sa tenue régulière.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de notre considération distinguée.

**Mansour GAYE**  
Associé



## TABLE DES MATIERES

<b>I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION .....</b>	<b>7</b>
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR .....	8
<b>II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES .....</b>	<b>10</b>
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE .....	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION .....	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT .....	12
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES .....	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES .....	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE .....	15
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS .....	15
<b>III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS .....</b>	<b>16</b>
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE .....	17
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES .....	18
<b>IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES .....</b>	<b>21</b>
<b>V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE.....</b>	<b>23</b>
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER .....	24
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS .....	24
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS .....	27
<b>ANNEXES .....</b>	<b>28</b>

## 1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

## 1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et de la régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence de la mission.

## 1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs



des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l' acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;

- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l' exhaustivité, l' efficacité et la pertinence de leur traitement par l' autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l' ARMP, le consultant examinera aussi le degré d' application (en pourcentage), par l' autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d' exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d' attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l' ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d' une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l' ensemble des marchés passés par l' autorité contractante et, d' autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l' organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d' application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l' Autorité contractante, ainsi que l' impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l' exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l' étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l' autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l' exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d' exécution de la dépense publique ;
- L' état des marchés qui connaissent des difficultés d' exécution ;
- L' analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

## 2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

## 2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les normes d'audit internationales, et inclut les tests et les procédures d'audits ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

## 2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Senior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

## 2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l' équipe a tenu une réunion de démarrage avec l' ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d' obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d' annonce de la mission d' audit des marchés publics, envoyés par l' ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l' état d' exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l' état d' exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l' Etat ;
- l' ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d' activités ;
- l' organigramme et /ou le document organisant l' autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d' autres services afin d' être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

### 2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l' équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d' audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d' audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l' audit, une évaluation intermédiaire des risques d' audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d' audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d' inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l' audit;
- les travaux d' audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l' équipe d' audit.

### **2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES**

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d' introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l' audit et faire approuver l' ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assuré que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d' un maximum de coopération et d' une traçabilité sans faille.

### **2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT**

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l' Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d' application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l' Audité en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l' analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

## **2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

### **2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE**

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d' échantillonnage est d' essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

### **2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE**

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d' exécution de l' audit sur site, des tests sur l' échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l' expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu' au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l' efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l' analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l' enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d' évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l' autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles quel' inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l' attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d' éclaircissement formulées par les candidats, l' approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d' exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L' ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu' à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d' un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d' occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l' éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l' utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d' offres restreints, avenants).

## **2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES**

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l' objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L' objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l' ARMP de se former une opinion sur la conformité de l' exécution technique au sens large, d' un échantillon de projets d' infrastructures.

L' audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L' audit physique s' il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d' éviter que les éventuelles anomalies observées n' aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

## **2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE**

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d' audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n' a pas participé à la mission.

Son rôle est de s' assurer que l' équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d' exercice professionnel.

Pour l' audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l' exécution physique, l' expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d' ouverture d' enquête au niveau de l' ARMP.

## **2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS**

A la fin de l' audit, nous tenons une réunion de clôture entre l' équipe d' audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l' audit. De plus, chaque autorité contractante fait l' objet d' un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

### **3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL**



Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### 3-1 LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Nos travaux nous ont conduits à prendre connaissance des textes suivants :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- □Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, ou aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret 2011-1048 portant Code des Marchés publics, abrogeant le décret 2007-545 du 25 Avril 2007 ;
- Décret 2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement général sur la Comptabilité publique ;
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des Marchés ;

- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux Commissions de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

### **3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La passation des marchés publics est d' une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

#### **3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu' au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l' arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L' examen préalable de tout document à soumettre à l' autorité contractante en matière de marchés publics,
- L' établissement, en début d' année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L' établissement de rapports trimestriels sur la passation et l' exécution des marchés.

### **3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES**

L' arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l' heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l' autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou être cadre moyen.

### **3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE**

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

#### **3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS**

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l' immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l' autorité du Ministre de l' Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

#### **3.3.2 L' AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

L' ARMP dont l' organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l' orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l' application de la politique générale de l' ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### **3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES**

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l' Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

*Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics*

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

*Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres*

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ; 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.
- 

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

### **3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES**

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l' article 60 du CMP :

- l' appel d' offres ouvert ;
- l' appel d' offres ouvert avec pré qualification;
- l' appel d' offres restreint ;
- l' appel d' offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

## **4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DE LA COMMUNE D'OUSSOUYE**

#### **4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)**

Le Maire de la Commune, ordonnateur du budget, est la personne responsable des Marchés

#### **4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)**

Par Arrêté N° 2012/03/MCO du 15 Mars 2012, le Maire de la Commune a nommé les membres (2) de la Cellule de Passation des marchés dont son coordonnateur. La Cellule de passation des marchés est chargée de :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'Autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- classer et archiver tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Il découle de nos échanges que seul le Secrétaire municipal, coordonnateur de la Cellule a suivi une formation dispensée par l'ARMP sur les Marchés publics

#### **4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)**

En application des dispositions des articles 35, 36 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et de l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 l'autorité contractante a procédé à la nomination des membres de la Commission des Marchés par Arrêté N° 2012/ 02/ MCO en date du 15 Mars 2012

La Commission des marchés est chargée, en application des dispositions y relatives, de :

- L'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

#### **4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION (CR)**

La Commune dispose d'une commission de Réception des fournitures, travaux, créée par Arrêté N° 003/2012/ MCO du 15 Mars 2012.

## **5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS**

## 5.1 SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au cours de la gestion 2012, la Commune d' Oussouye a conclu cinq (05) marchés selon la liste communiquée par le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de FCFA 20 684 130. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur tous les marchés conclus, soit 100% en valeur et en volume.

L' échantillon peut être présenté comme suit :

Mode de passation	2012			
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
DRP	5	20 684 130	5	20 684 130
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>20 684 130</b>	<b>5</b>	<b>20 684 130</b>
<b>Taux de couverture</b>			<b>100%</b>	<b>100%</b>

Notre revue a porté sur l' intégralité des marchés passés par la seule procédure spécifique de Demande Renseignement des Prix.

## 5.2 CONSTATS D'AUDIT

### 5.2.1 CONSTATS D'ORDRE GENERAL

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

- ❖ La publication tardive de l' Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 29 octobre 2012 en violation de l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes dont le budget est inférieur à 300 millions qui stipule que la date limite de publication de L' AGPM est fixée au 30 avril chaque année ;
- ❖ La nomination tardive des membres de la commission en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre 2008 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, qui stipule : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 35, alinéa 1 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. ». En effet, ils ont été nommés le 15 mars 2012;
- ❖ Le non établissement de contrats pour des marchés de fourniture ou service dont les montants sont supérieurs au seuil de 3 000 000 F CFA en violation des dispositions de l'article 78.3a du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ L' absence de transmission des procès-verbaux d' attribution des marchés à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- ❖ Le défaut d'enregistrement des contrats ou factures au niveau des Impôts et Domaine en violation de l'article 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ Le défaut de mention dans les lettres de DRP de la faculté aux candidats qui ont soumis des offres d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et qui signeront un registre



attestant de leur présence en violation de l' article 67 alinéa 3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

- ❖ les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ Le dispositif d' archivage et de classement mis en place par la Commune d' Oussouye pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l' ensemble des documents requis pour les marchés ;
- ❖ La non-tenue d' une comptabilité des matières ;
- ❖ L' inexistence d' un registre des marchés.

## 5. 2.1 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

### 5.2.1.1 DEMANDES DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

- ✓ DRP N°04/CO - FOURNITURE DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU, pour un montant de F CFA 3 687 200.

#### ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Outre les constats d'ordre général, le titulaire de ce marché ne dispose pas d'un NINEA et n'est pas par conséquent admissible aux marchés publics et ce, en violation des dispositions des articles 43.f et 78.2.3 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011.

- ✓ DRP - FOURNITURE DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU, pour un montant de F CFA 2 197 000.
- ✓ DRP - LOTISSEMENT DE BUWENTEN, pour un montant de F CFA 4 300 000.
- ✓ DRP FOURNITURE DE MATERIELS DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTION, pour un montant de F CFA 3 000 000.

#### ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Hormis les constats d'ordre général, nous n'avons pas relevé d'anomalies spécifiques.

- ✓ DRP - FOURNITURE DE BUREAU, FOURNITURES SCOLAIRES ET D'AUTRES FOURNITURES, pour un montant de F CFA 7 499 930.

#### ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

En sus des constats généraux, les deux (02) GIE attributaires de ce marché sont gérés par la même personne qui a soumis deux offres différentes avec une même boîte postale et cela en violation des principes fondamentaux de transparence et d'égalité d'accès à la commande publique, en violation des dispositions de l'article 11-2 qui stipule : « Les offres et soumissions doivent, à peine de nullité, être signées par les candidats qui les présentent ou par leur représentant dûment habilité. Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché »

## 5.2.2 TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS**

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1.	L'avis général de passation des marchés 2012 est publié le 29 Octobre 2012 ;	Publier l'AGPM au plus tard le 30 Avril de chaque année en application des dispositions de l'arrêté n° 03193/MEF du 07 Avril 2010 :	AC/CPM
2.	Nomination tardive des membres de la commission	Procéder à la nomination des membres de la Commission des Marchés au plus tard le 05 Janvier de chaque année, en application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007	AC/PRM
3.	Les contrats de DRP dont les seuils sont égaux ou supérieurs à 3 000 000FCFA pour les fournitures n'ont pas fait l'objet d'enregistrement aux services fiscaux	Faire enregistrer par les services fiscaux compétents les contrats de DRP dont les seuils atteignent ou dépassent 3 000 000 FCFA pour les fournitures et services et 5 000 000FCFA pour les travaux, en application des dispositions de l'article 149 du Code des Marchés publics	AC/CPM/Titulaire
4.	Les Avis d'attribution des marchés de DRP ayant atteint les seuils cités ci-dessus. indiquant la liste des personnes consultées, le nom de l'attributaire ainsi que la nature et le montant du marché ne sont pas publiés sur le site des Marchés publics	Transmettre à la structure de la DCMF compétente, aux fins de publication sur le site des marchés publics, en application des dispositions de l'article 78-3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant code des marchés publics.	AC/CPM
5.	Les lettres d'invitation à soumissionner aux DRP ne portent aucune référence à la possibilité pour les candidats d'assister à la séance d'ouverture des plis	Insérer dans les lettres d'invitations à soumissionner aux DRP, la faculté qu'ont les candidats d'être présents à l'ouverture des offres, en application des dispositions de l'article 78-2 du Code des Marchés publics	AC/CPM

6	Les pièces des marchés ne sont pas toujours classées dans un même dossier rendant le classement et l'archivage insuffisants	Appliquer le manuel de classement et d'archivage élaboré par l'ARMP et affecter un local aux seules archives	AC/CPM
7	La facture relative à la DRP N° 04/ CO de Fourniture de mobilier et matériel de Bureau pour un montant de 3 687 200 ne porte aucune indication de NINEA	Veiller à l'application rigoureuse des dispositions des articles 44 et 78-2 du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 en exigeant et vérifiant les conditions de participation aux marchés publics exigées des candidats.	AC/CM

### 5.3 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	1	2	3	4	5	TOTAL	Statistique des anomalies
<b>Anomalies sur le dispositif organisationnel et institutionnel</b>							
Le non établissement de contrats pour des marchés de fourniture ou service dont les montants sont supérieurs au seuil de 3 000 000 F CFA	1	1	1	1	1	5	100%
le titulaire de ce marché ne dispose pas d'un NINEA	1					1	10%
les deux (02) GIE attributaires de ce marché sont gérés par la même personne	1					1	10%
<b>Anomalies sur les règles de publicité</b>							
Défaut publication des attributions	1	1	1	1	1	5	100%
<b>Anomalie sur les règles d'envoi des lettres d'invitation et sur les règles d'attribution et de publicité</b>							
les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres	1	1	1	1	1	5	100%
L'absence de publication sur le site ARMP	1	1	1	1	1	5	100%

## ANNEXES

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX**

➤ **DRP N° 04/CO-FOURNITURE DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

La demande de renseignement et de prix est relative à l' acquisition de mobilier et matériel de bureau, pour un montant de F CFA 3 687 200.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l' Autorité contractante	COMMUNE D' OUSSOUYE
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP N° 04/CO
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de mobilier et matériel de bureau
6. Nom de l' attributaire du marché	BABA GALE
7. Nombre d' offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	25/07/2012
9.Date ouverture des plis	03/08/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Contrat non établi
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencerou Bon de Commande	Bon de commande non transmis
13. Date de démarrage effectif de prestation	02/10/2012
14. Délai d' exécution	2 mois
15. Date de réception	02/10/2012
16. Montant du marché	3 687 200 F CFA
17. Montant du Budget	3 600 000 F CFA (Budget initial réaménagé)

## ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la publication tardive de l' Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 29 octobre 2012 contrairement aux dispositions de l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes qui stipule que la date limite de publication de l' AGPM est fixée au 30 avril chaque année ;
- la nomination tardive des membres de la commission en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes qui stipule que : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 35, alinéa 1 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. ». En effet, ils ont été nommés le 15 mars 2012;
- le non établissement d' un contrat pour ce marché de fourniture dont le montant est supérieur au seuil de 3 000 000 F CFA en violation des dispositions de l'article 78.3a du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- l' absence de transmission du procès- verbal d' attribution du marché à la DCMF aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- le défaut d'enregistrement de la facture au niveau des Impôts et Domaine en violation de l'article 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que le titulaire de ce marché ne dispose pas d'un NINEA et n'est pas par conséquent admissible aux marchés publics et cela en violation des dispositions des articles 43.f et 78.2.3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- le défaut de mention dans la lettre de DRP de la faculté aux candidats qui ont soumis des offres d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et qui signeront un registre attestant de leur présence en violation de l' article 67 alinéa 3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATIONS

Nous invitons la Commune d' Oussouye à veiller au respect des dispositions des articles 43, 67, 78 et 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes et l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes en :

- publiant l' AGPM avant le 30 avril de chaque année ;
- nommant les membres de la commission avant le 05 janvier de chaque année ;
- mentionnant dans la lettre d' invitation l' autorisation aux soumissionnaires d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et qui signeront un registre attestant de leur présence ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité d'exécuter le marché, y compris au plan juridique ;

- transmettant le procès- verbal d' attribution à la DCMP pour publication ;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- établissant des contrats pour les marchés qui ont atteint les seuils de DRP ;
- exigeant l' enregistrement de la facture qui fait office de contrat avant l' exécution du marché.

#### **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE**

La Commune d' Oussouye n' a pas respecté les dispositions du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application, réduisant par conséquent la transparence de la procédure de passation.



➤ **DRP -FOURNITURE DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

La demande de renseignement et de prix est relative à l' acquisition de denrées alimentaires, pour un montant de F CFA 2 197 000.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l' Autorité contractante	COMMUNE D' OUSSOUYE
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP SN/CO
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de denrées alimentaires
6. Nom de l' attributaire du marché	BOUBACAR DIALLO
7. Nombre d' offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	26/03/2012
9.Date ouverture des plis	25/04/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat on publié
12. Date Ordre de service de commencer ou Bon de Commande	Ordre de service de commencer non transmis
13. Date de démarrage effectif de prestation	16/08/2012
14. Délai d' exécution	Non communiqué
15. Date de réception	16/08/2012
16. Montant du marché	2 197 000 F CFA
17. Montant du Budget	2 000 000 F CFA (Budget initial réaménagé)

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la publication tardive de l' Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 29 octobre 2012 contrairement aux dispositions de l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes qui stipule que la date limite de publication de l' AGPM est fixée au 30 avril chaque année ;
- la nomination tardive des membres de la commission en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes qui stipule que : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 35, alinéa 1 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. ». En effet, ils ont été nommés le 15 mars 2012;
- l' absence de transmission du procès verbal d' attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- le défaut d'enregistrement de la facture au niveau des Impôts et Domaine en violation de l'article 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- le défaut de mention dans la lettre de DRP de la faculté aux candidats qui ont soumis des offres d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et qui signeront un registre attestant de leur présence en violation de l' article 67 alinéa 3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATIONS

Nous invitons la Commune d' Oussouye à veiller au respect des dispositions des articles 67, 78 et 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes et l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes en :

- publiant l' AGPM avant le 30 avril de chaque année ;
- nommant les membres de la commission avant le 05 janvier de chaque année ;
- mentionnant dans la lettre d' invitation l' autorisation aux soumissionnaires d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et qui signeront un registre attestant de leur présence ;
- transmettant le procès- verbal d' attribution à la DCMP pour publication ;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- exigeant l' enregistrement de la facture qui fait office de contrat avant l' exécution du marché.

## CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

La Commune d' Oussouye n' a pas respecté les dispositions du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application.

➤ **DRP -FOURNITURE DE BUREAU, FOURNITURES SCOLAIRES ET D'AUTRES FOURNITURES**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

La demande de renseignement et de prix est relative à l' acquisition de fournitures de bureau, fournitures scolaires et d'autres fournitures, pour un montant de F CFA 7 499 930.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l' Autorité contractante	COMMUNE D' OUSSOUYE
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP SN1/CO
5. Description des biens, travaux ou service	Fournitures de bureau, fournitures scolaires et d'autres fournitures
6. Nom de l' attributaire du marché	GIE CASA DOUNIA et GIE DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d' offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	04/06/2012
9.Date ouverture des plis	03/07/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Contrat non établi
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer ou bon de commande	Ordre de service de commencer non transmis
13. Date de démarrage effectif de prestation	18/10/2012
14. Délai d' exécution	Non communiqué
15. Date de réception	18/10/2012
16. Montant du marché	7 499 930 F CFA
17. Montant du Budget	2 125 000 F CFA (Budget initial réaménagé)

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- la publication tardive de l' Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 29 octobre 2012 contrairement aux dispositions de l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes qui stipule que la date limite de publication de l' AGPM est fixée au 30 avril chaque année ;
- la nomination tardive des membres de la commission en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes qui stipule que : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 35, alinéa 1 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. ». En effet, ils ont été nommés le 15 mars 2012;
- le non établissement d' un contrat pour ce marché de fourniture dont le montant est supérieur au seuil de 3 000 000 F CFA en violation des dispositions de l'article 78.3a du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- l' absence de transmission du procès- verbal d' attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- le défaut d'enregistrement de la facture au niveau des Impôts et Domaine en violation de l'article 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que les deux (02) GIE attributaires de ce marché sont gérés par la même personne qui a soumis deux offres différentes avec une même boîte postale et ce, en violation des principes fondamentaux applicables aux achats publics déclinés à l'article 24 nouveau de la Loi N° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 , c'est à dire le non- respect du principe d'égalité de traitement des candidats et de transparence de la procédure de passation du marché pouvant entraîner des recours en annulation, à la requête de toute personne qui y aura intérêt.
- le défaut de mention dans la lettre de DRP de la faculté qu' ont les candidats qui ont soumis des offres d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et de signer un registre attestant de leur présence en violation de l' article 67 alinéa 3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;  
que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATIONS

Nous invitons la Commune d' Oussouye à veiller au respect des dispositions des articles 67, 78 et 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes, l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes et l'article 24 nouveau de la Loi N° 65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- publiant l' AGPM avant le 30 avril de chaque année ;
- nommant les membres de la commission avant le 05 janvier de chaque année ;
- mentionnant dans la lettre d' invitation la faculté donnée aux soumissionnaires d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et désigneront un registre attestant de leur présence ;

- respectant les principes fondamentaux des achats publics, en l'occurrence le principe de la transparence et du traitement équitable des candidats ;
- transmettant le procès-verbal d'attribution à la DCMP pour publication ;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- établissant des contrats pour les marchés qui ont atteint les seuils de DRP ;
- exigeant l'enregistrement de la facture qui fait office de contrat avant l'exécution du marché.

#### **CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ**

La Commune d'Oussouye n'a pas respecté les dispositions du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application, réduisant par conséquent la transparence de la procédure de passation.

➤ **DRP -LOTISSEMENT DE BUWENTEN**
**COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ**

La demande de renseignement et de prix est relative au lotissement de Buwenten, pour un montant de F CFA 4 300 000.

**DONNEES SUR LE MARCHÉ**

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l' Autorité contractante	COMMUNE D' OUSSOUYE
3. Intitulé du marché	Prestation Intellectuelle
4. Numéro du marché	DRP SN/CO
5. Description des biens, travaux ou service	Lotissement de Buwenten
6. Nom de l' attributaire du marché	GIE COLY ET FRERES
7. Nombre d' offres reçues,	1
8. Date de publicité de la demande de prix	25/04/2012
9.Date ouverture des plis	13/06/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	21/06/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	Ordre de service de commencer non transmis
13. Date de démarrage effectif de prestation	02/07/2012
14. Délai d' exécution	3 mois
15. Date de réception	Certificat administratif non transmis
16. Montant du marché	4 300 000 F CFA
17. Montant du Budget	4 000 000 F CFA (Budget initial réaménagé)

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- L' absence dans le dossier du certificat administratif attestant le service fait ;

- la publication tardive de l' Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 29 octobre 2012 contrairement aux dispositions de l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes qui stipule que la date limite de publication de l' AGPM est fixée au 30 avril chaque année ;
- la nomination tardive des membres de la commission en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes qui stipule que : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 35, alinéa 1 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. ». En effet, ils sont nommés le 15 mars 2012;
- l' absence de transmission du procès- verbal d' attribution du marché à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- le défaut d'enregistrement de la facture au niveau des Impôts et Domaine en violation de l'article 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- le défaut de mention dans la lettre de DRP de la faculté laissée aux candidats qui ont soumis des offres d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et de signer un registre attestant de leur présence en violation de l' article 67 alinéa 3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATIONS

Nous invitons la Commune d' Oussouye de veiller au respect des dispositions des articles 67, 78 et 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes et l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes en :

- publiant l' AGPM avant le 30 avril de chaque année ;
- nommant les membres de la commission avant le 05 janvier de chaque année ;
- mentionnant dans la lettre d' invitation l' autorisation faite aux soumissionnaires d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et de signer un registre attestant de leur présence ;
- transmettant le procès- verbal d' attribution à la DCMP pour publication ;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- exigeant l' enregistrement de la facture qui fait office de contrat avant l' exécution du marché.

## CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

La Commune d' Oussouye n' a pas respecté les dispositions du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application.

➤ **DRP -FOURNITURE DE MATERIELS DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTION**

**COMMENTAIRES SUR LE MARCHE**

La demande de renseignement et de prix est relative à la fourniture de matériels de nettoyage et de désinfection, pour un montant de F CFA 3 000 000.

**DONNEES SUR LE MARCHE**

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l' Autorité contractante	COMMUNE D' OUSSOUYE
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP SN/CO
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de matériels de nettoyage et de désinfection
6. Nom de l' attributaire du marché	KHABANE SOW
7. Nombre d' offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	26/03/2012
9.Date ouverture des plis	03/07/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	Contrat non établi
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	Ordre de service de commencer nontransmis
13. Date de démarrage effectif de prestation	04/10/2012
14. Délai d' exécution	Non communiqué
15. Date de réception	04/10/2012
16. Montant du marché	3 000 000 F CFA
17. Montant du Budget	1 175 000 F CFA (Budget initial réaménagé)

**ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE**

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l' absence dans le dossier du certificat administratif attestant le service fait ;



- la publication tardive de l' Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 29 octobre 2012 contrairement aux dispositions de l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes qui stipule que la date limite de publication de l' AGPM est fixée au 30 avril chaque année ;
  - la nomination tardive des membres de la commission en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes qui stipule que : « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 35, alinéa 1 du Code des Marchés publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des Marchés publics. ». En effet, ils ont été nommés le 15 mars 2012;
  - l' absence de transmission du procès- verbal d' attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
  - le non établissement d' un contrat pour ce marché de fourniture dont le montant a atteint le seuil de 3 000 000 F CFA en violation des dispositions de l'article 78.3a du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
  - le défaut d'enregistrement de la facture au niveau des Impôts et Domaines en violation de l'article 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
  - le défaut de mention dans la lettre de DRP de la faculté laissée aux candidats qui ont soumis des offres d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et de signer un registre attestant de leur présence, en violation de l' article 67 alinéa 3 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011.

## RECOMMANDATIONS

Nous invitons la Commune d' Oussouye à veiller au respect des dispositions des articles 67, 78 et 149 du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application notamment l' article 2 de l' arrêté n° 03193 du 07 avril 2010 relatif aux procédures applicables aux marchés passés par les communautés rurales et certaines communes et l' article 6 de l' arrêté n° 11588 du 28 décembre fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes en :

- publiant l' AGPM avant le 30 avril de chaque année ;
- nommant les membres de la commission avant le 05 janvier de chaque année ;
- mentionnant dans la lettre d' invitation faite aux soumissionnaires d' assister ou de se faire représenter à l'ouverture des plis et de signer un registre attestant de leur présence ;
- transmettant le procès -verbal d' attribution à la DCMP pour publication ;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- exigeant l' enregistrement de la facture qui fait office de contrat avant l' exécution du marché. ;
- établissant des contrats pour les marchés qui ont atteint les seuils de DRP.

## CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune d' Oussouye n' a pas respecté les dispositions du Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d' application.

**SUIVI DE RECOMMANDATIONS DE LA REVUE DES MARCHES  
PUBLICS DE LA GESTION 2011**

TABLEAU DE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE DES MARCHES PUBLICSGESTION 2011

Nous avons consulté le Site de l'ARMP dans sa partie relative à l'audit des marchés conclus par les AC de 2008 à 2011 sans y avoir trouvé une seule revue indépendante des marchés conclus par la Commune de OUSSOUYE

**OBSERVATIONS DE LA COMMUNE D'OUSSOUYE**

République du Sénégal  
Commune d'Oussouye

N° 2014-22 MCO  
Oussouye, le 20 juin 2014

**Le Maire de la Commune d'Oussouye**

**Objet : Commentaires sur le rapport provisoire de la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes du groupe II, au titre de la gestion 2012 de la commune d'Oussouye**

Monsieur,

La lecture du rapport sus nommé nous a édifiés sur l'importance des anomalies par rapport aux marchés passés par la commune d'Oussouye selon la procédure spécifique de la demande de renseignement et de prix (DRP) au titre de la gestion 2012.

Nous prenons acte des anomalies constatées et des recommandations faites pour se conformer aux dispositions du code des marchés publics.

Toutefois, nous nous permettons d'apporter certaines précisions :

- Concernant l'avis général de passation des marchés; il s'agit de la version révisée qui date du 29 octobre 2012, le premier avis général a été pris le 22 mars 2012 (pièce jointe)
- La facture relative à la DRP N° 04/CO de fourniture de mobilier et matériel de bureau pour un montant de 3 687 200 FCFA ne porte certes, aucune indication de NINEA, mais le NINEA a été fourni au moment du paiement de la facture (pièce jointe)
- Sur les autres anomalies, nous mettons plus de rigueur lorsqu'il s'agit de marchés sur dossier d'appel d'offres.

Je vous prie d'agréer monsieur, l'associé, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Maire  
Bénédict LAMBAL



A

Monsieur, Mansour GAYE, associé du cabinet Grant Thornton  
à Dakar

**REPONSE DE L'AUDITEUR**

Dakar le 24 juin 2014

**A Monsieur le Maire de la Commune d' Oussouye (MCO)**

**N/Réf : 0791/2014/MG/MND/RC**

**Objet** : Réponse aux commentaires de la MCO à notre rapport provisoire sur la revue indépendante des marchés conclus au titre de l' exercice 2012.

**Référence** : N°2014-22 MCO du 20 juin 2014

**Monsieur le Maire,**

Nous accusons réception de la lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

Nous vous prions de trouver en annexe notre réponse relative aux observations de la MCO.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

**Mansour GAYE**

**Associé**



# **ANNEXE: REPONSES AUX OBSERVATIONS DE LA MCO SUR NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

Points d' observations de la Mairie de la Commune d' Oussouye	Réponses de l' Auditeur
1) Avis général de passation des marchés	<p>Nous prenons acte de la transmission du premier avis général de passation sans le support de publication (journal). Nous attirons votre attention sur les non conformités relevées dans cet AGPM. En effet, l' AGPM ne doit pas comporter de budget prévisionnel des marchés. Par ailleurs, le texte cité en référence en l' occurrence le décret 2007-545 du 25 avril révisé, portant code des marchés a été abrogé et remplacé par le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.</p> <p>Nous vous recommandons d' utiliser le modèle établi et diffusé par l'ARMP.</p>
2) Transmission du NINEA de l' attributaire du marché de DRP N°04/CO relative à la fourniture de mobilier et matériel de bureau pour un montant 3 687 200 F CFA.	Le constat reste maintenu parce que le NINEA transmis fait état d' une régularisation notoire. En effet, la date d' immatriculation (09/11/2012) intervient bien après l' exécution du marché (02/10/2012).